



BIOTECHNOLOGIE AGRICOLE – RÉSUMÉ

Le second bulletin de la série des synthèses sur les politiques technologiques porte sur la biotechnologie agricole et plus particulièrement sur certains des principaux obstacles auxquels sont confrontés les gouvernements des pays en développement pour faire profiter leur population de la biotechnologie agricole.

L'idée générale sur laquelle se fondent les six articles est que les gouvernements nationaux doivent être conscients du fait qu'ils sont en présence de questions extrêmement complexes. Par conséquent, il est nécessaire de mettre en œuvre des moyens internes pour comprendre la biotechnologie agricole sous tous ses aspects – scientifique, technologique, économique, socio-politique, éthique et culturel. Des institutions souples, la participation de partenaires et une prise de décision démocratique constituent également des éléments indispensables.

Les deux premiers articles présentent les mesures stratégiques des principaux acteurs dans l'industrie mondiale de la biotechnologie agricole. Se fondant sur des données différentes pour les Etats-Unis et l'Union européenne, ils démontrent que la recherche en matière de biotechnologie agricole est fortement concentrée sur un nombre limité d'entreprises multinationales (EMN). Selon *J. Chataway*, *J. Tait* et *D. Wield*, la stratégie actuelle des EMN reposant sur la synergie entre les produits chimiques et la biotechnologie entraîne de nouvelles formes d'alliance et une concentration croissante de la puissance et de l'innovation technologiques. *A. Arundel* fonde son analyse sur les essais grandeur nature effectués sur les variétés de plantes génétiquement modifiées (GM) qui révèlent la concentration de la recherche en biotechnologie agricole non seulement sur quelques sociétés, mais également sur un nombre limité de récoltes et de caractères génétiques. Ces derniers, affirme-t-il, ne sont probablement pas ceux dont les pays en développement ont le plus besoin.

Considérant les changements stratégiques et l'accent mis sur la recherche des EMN, *R. Raina* souligne que la recherche du secteur public dans les pays en développement devra passer d'une recherche conventionnelle « de maintenance » à une agriculture inscrite dans la durée. Par la première, elle entend une recherche qui exploite un gène ou une expression et par la seconde, une recherche sur un large éventail de thèmes relatifs à l'agriculture et à l'écologie. Pour ce faire, les gouvernements devront prendre de nouvelles mesures et créer des nouveaux locaux ainsi que de nouvelles institutions.

Selon *N. Clark*, les gouvernements doivent également améliorer le système éducatif afin de développer une compréhension multidisciplinaire de la biotechnologie et faire davantage d'efforts pour accroître les capacités d'évaluation de la science et technologie (S&T) parmi les fonctionnaires et dans la fonction publique en général, afin de permettre une meilleure évaluation du risque et prévenir un discours anti-science injustifié. Dans de tels processus, il est nécessaire que les sciences sociales jouent un rôle préventif dans le processus de prise de décision en matière scientifique et technologique et pour accroître le contrôle démocratique sur les choix technologiques. Ce dernier pourrait être obtenu grâce au dialogue entre les principaux partenaires, qui est le thème central des deux derniers articles.

G. Essegbey relate une récente tentative au Ghana pour sensibiliser davantage à la biotechnologie par le biais d'une « conférence des partenaires » et les leçons qui peuvent être tirées d'une telle expérience. *V. Pelaez*, pour sa part, présente un compte-rendu des négociations brésiliennes sur les récoltes GM lors du récent Forum social mondial. Son article illustre le violent débat, dégénérant parfois en acrimonie, qui peut surgir en l'absence d'un véritable dialogue démocratique entre les partenaires.